

que 10 p. 100 des prises de contrôle ont été rejetés ainsi qu'environ 5 p. 100 des projets d'ouverture d'entreprises nouvelles. Pratiquement aucun des groupes d'intérêts ayant demandé à investir au Canada n'a fait l'objet d'un traitement qui ne lui ait pas été favorable. Les commentaires que l'on peut recueillir parmi tous les milieux internationaux des affaires est qu'il ne faut pas s'inquiéter de la loi sur l'examen de l'investissement étranger au Canada, car elle est tout à fait inoffensive. Ils ont raison, cela ne veut rien dire.

● (1652)

Si on examine les chiffres de la balance commerciale, on peut voir qu'il y a un déficit de voyage de 1.6 milliard. Nous ne changerons jamais cette situation, même à long terme, et il y aura toujours un déficit dû au climat canadien. Si nous considérons le compte des échanges de marchandises, nous avons un surplus de 2.9 milliards de dollars. Nous vendons plus à l'étranger que nous n'achetons. Si nous prenons les matières premières et les biens fabriqués comme exemples, nous vendons encore plus que nous n'achetons. Nous ne voyons pas cela dans les journaux. Que payons-nous aux propriétaires de notre industrie pour les sommes qu'ils versent en intérêts et dividendes? Il y a un déficit de 3.4 milliards de dollars dans ce domaine.

Pour inspirer une certaine confiance dans le dollar canadien à l'étranger, il nous faudra une stratégie à long terme visant à rapatrier l'économie canadienne. Tant que nous continuerons à payer ce genre de loyer, avec les profits et les intérêts que nous avons versés, nous n'aurons pas trouvé de stabilité à long terme pour le dollar canadien. Le dollar canadien demeurera faible sur les marchés internationaux.

Comparez le dollar canadien à la monnaie de l'Allemagne de l'Ouest à celle de la Suède et à celle de la plupart des pays de l'Europe occidentale qui contrôlent leur propre économie et dont celle-ci n'est pas du tout une économie de filiale. Ces monnaies de l'Europe occidentale demeurent très fortes si on les compare à la monnaie canadienne.

On trouve dans le budget une disposition prévoyant une exemption de 50 p. 100 pour la prospection du pétrole. Une grande partie de cette somme sera versée aux sociétés pétrolières multinationales. Elles demeurent les enfants gâtés dans le secteur des grandes entreprises. Chaque fois que des exemptions sont consenties, les sociétés pétrolières tendent les deux mains. Nous devrions faire de la recherche et chercher une technologie de l'énergie renouvelable, chercher des sources d'énergie de remplacement et adopter un programme de conservation d'énergie qui soit digne de ce nom. Ce sont là des mesures que nous n'avons pas prises jusqu'ici. Oublions d'encourager les sociétés pétrolières. Mon Dieu, si elles n'ont pas eu assez d'encouragement jusqu'ici et si elles n'ont pas réalisé assez de profit, que leur faut-il?

Nous aurions pu prendre des mesures progressives dans ce budget en acceptant les limites qu'impose un déficit de 11 milliards de dollars et en acceptant de tenir compte du peu d'espace dont nous disposons pour manœuvrer. On aurait pu procéder autrement, en misant sur les ressources énergétiques renouvelables, et en adoptant au Canada une politique de conservation convenable. Peut-être alors verrait-on le dollar canadien remonter, et la statistique du chômage s'améliorer. Les programmes de mise en valeur de l'énergie renouvelable créent des emplois, ce qui n'est pas le cas avec les travaux de

forage de puits de pétrole. Dans l'industrie du charbon, par exemple, il faut de la main-d'œuvre. Il faut également beaucoup de main-d'œuvre pour le recyclage des ordures ménagères, dans le domaine de l'énergie éolienne, dans la production de l'énergie solaire et dans d'autres domaines, rattachés à ce genre de recherches et de techniques. C'est là que nous pourrions opérer les modifications qui changeraient le climat économique. Mais ce n'est sûrement pas avec les vieilles solutions rebattues, que l'on obtiendra une incidence importante sur les deux grands problèmes économiques de notre pays.

J'aimerais dire quelques mots de la spéculation actuelle sur le dollar. Le ministre des Finances (M. Chrétien) nous a averti que lorsque l'opposition prendrait la parole tous les jours en le forçant à répondre à certaines questions à la Chambre, elle jouait le jeu des manitous de la finance internationale. Il pense que les députés spéculent. Le ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Horner), dit «le bavard» aurait fait certaines remarques, qu'il nie cependant, sur le dollar canadien et son influence possible.

J'aimerais rappeler une phrase de l'article du 5 avril paru dans *Kamloops News*, qui cite le ministre d'État (santé et sport amateur) (M<sup>me</sup> Campagnolo) qui aurait dit textuellement:

Le gouvernement fédéral fixera la valeur du dollar canadien sur le marché financier international une fois que le dollar américain se sera stabilisé.

En ce qui concerne le dollar canadien, c'est une déclaration très claire de la politique du gouvernement. J'avoue, monsieur l'Orateur, que de ce côté-ci de la Chambre nous en avons assez de recevoir des leçons du ministre des Finances, alors que les ministériels eux-mêmes ne peuvent s'empêcher de parler à tort et à travers. Ici, c'est une interprétation, ailleurs c'en est une autre. Cela ne m'étonne pas que les manitous de la finance internationale ne s'y retrouvent pas, mais ce n'est pas à cause de ce qui se passe ici. C'est parce qu'ils ne savent pas comment s'orienter la politique du gouvernement au sujet du dollar canadien. Par conséquent, vu que le gouvernement n'a pas de politique économique, le dollar canadien baisse et les investisseurs étrangers continuent de s'en méfier. Cela provient d'un manque de cohésion au sein du cabinet libéral.

Mes collègues du parti conservateur semblent croire que la solution au problème consiste à réduire l'importance de la Fonction publique. Ils créeront des emplois, comme Sterling Lyon est censé le faire au Manitoba. Les conservateurs soutiennent que nous créerons de l'emploi en nous attaquant à la Fonction publique et en congédiant des employés. C'est tout à fait illogique dans un pays où il y a déjà 1.5 million de chômeurs. Les conservateurs voudraient ajouter les fonctionnaires à tous ces chômeurs. C'est tout à fait insensé. C'est vraiment du fanatisme idéologique à la Milton Freidman.

**Une voix:** Bien envoyé.

**M. Leggatt:** Il est temps de nous rendre compte que Milton Freidman n'est pas le plus grand expert économique du monde occidental. Il cause beaucoup de tort.

**Une voix:** Bien envoyé.

**M. Leggatt:** Mon honorable ami trouve que j'ai raison, mais s'il examine les deux derniers budgets du gouvernement libéral, il constatera que ces budgets pourraient être l'œuvre de Milton Freidman parce que le gouvernement n'a pas pris de mesure progressistes.